

Quelle moralisation pour les Hommes intègres? Débats autour de la morale chez les jeunes religieux à Ouagadougou, Burkina Faso

Louis Audet Gosselin
Doctorant en sociologie
Université du Québec à Montréal, Canada
louisaudetgosselin@gmail.com

Le cinquantenaire de l'indépendance célébré le 11 décembre 2010 au Burkina Faso a soulevé des débats quant au devenir du pays et aux problèmes qui ont plombé son évolution depuis 1960. Dans les associations religieuses de jeunes, ces débats faisaient généralement intervenir des notions morales, et notamment la dénonciation d'un manque généralisé d'intégrité, pour expliquer l'apparente stagnation du Burkina Faso depuis son indépendance. Cependant, malgré que la plupart des acteurs se réclament d'une forme de moralisation, cette notion recouvre des idées diverses et souvent contradictoires. Cette communication, basée sur des entretiens, observations et analyses d'archives des structures religieuses et de la presse nationale, vise à comprendre les significations de la notion de moralisation telle qu'exprimée dans les associations religieuses musulmanes, catholiques et pentecôtistes à Ouagadougou autour du cinquantenaire de l'indépendance.

D'une part, la moralisation renvoie à différentes formes d'économies morales qui seraient menacées par le développement du capitalisme et de la « modernité » en général, appelant ainsi à une re-moralisation. Ces visions renvoient à un substrat culturel idéalisé où l'économie « traditionnelle » reposerait sur la redistribution des richesses et sur la solidarité des membres de la société. Une telle interprétation est en partie partagée par l'Église catholique du Burkina Faso, qui se réclame de la doctrine de l'inculturation visant à arrimer les principes de l'Église aux valeurs ancestrales. Dans les milieux musulmans, une économie morale est fortement revendiquée par certains jeunes qui se revendiquent du contenu social des textes sacrés, notamment l'obligation de la *zakat*, impôt destiné aux plus démunis. Enfin, le pays a été marqué par la révolution sankariste (1983-1987), durant laquelle une partie des jeunes militants religieux ont été socialisés, qui prônait une justice sociale active, tout en voulant réactiver des éléments d'une morale « traditionnelle », notamment ceux tendant à la solidarité. Cet héritage pèse sur les visions des jeunes indifféremment de leur confession.

D'autre part, la moralisation est également utilisée pour désigner un mouvement inverse visant justement à briser l'économie morale « traditionnelle » et à poser les fondations morales du développement capitaliste. Cette vision animait les appels à la « moralisation du politique » corollaires du mouvement de démocratisation du début des années 1990, qui dénonçaient une corruption endémique des gouvernements africains, corruption attribuée par plusieurs à la mentalité redistributive africaine qui empêcherait l'accumulation nécessaire au développement. C'est le même genre d'analyse qui est à la base des politiques plus récentes de « bonne gouvernance » prônées par les institutions internationales et le gouvernement burkinabè. Les églises pentecôtistes déploient un discours moral qui s'harmonise avec ces interprétations, dans la mesure où elles prônent une rupture complète avec le passé et les valeurs « traditionnelle ». Omniprésente dans les associations de jeunes pentecôtistes, cette éthique d'accumulation mettant de l'avant les modèles de l'entrepreneur et du leader devient de plus en plus populaire dans les milieux catholiques et musulmans.